

# Air



**Pilotes :**  
> DRIRE  
> DRE

## OBJECTIFS PRINCIPAUX

- > Limiter la propagation des légionelles dans l'environnement
- > Prévenir le risque légionelles dans les circuits d'eau chaude sanitaire
- > Agir lors de la détection de cas de légionellose

# LES LEGIONELLES

Réduire de 50% l'incidence de la légionellose à l'horizon 2008

Les légionelles, bactéries présentes à l'état naturel dans les eaux et les sols, se développent de façon optimale dans les eaux tièdes (entre 25°C et 43°C). Les personnes qui inhalent sous forme d'aérosol de l'eau contaminée par ces bactéries peuvent développer une pneumopathie grave voire mortelle. En Basse Normandie, 24 cas de légionellose ont été déclarés en 2004 à l'Institut de veille sanitaire.

Les 2 principaux réservoirs de germes connus à l'origine de cas de contaminations humaines sont les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air dites tours aéroréfrigérantes humides (TAR) et les systèmes de distribution d'eau chaude sanitaire (ECS), notamment lors de la prise de douches.

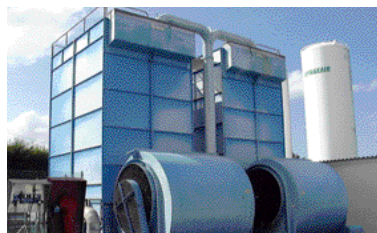
Pour réduire le nombre de cas de légionellose, un plan gouvernemental de prévention, présenté en conseil des ministres le 7 juin 2004, vise à mieux maîtriser les sources potentielles de contamination, à améliorer la surveillance de ces installations et à mieux organiser l'intervention des services de l'Etat en cas d'épidémie.

### Les réseaux d'eau chaude sanitaire :

Depuis 1998, la DRASS et les DDASS de Basse-Normandie organisent des actions spécifiques d'information et de sensibilisation relatives aux mesures de prévention des légionelloses pour les établissements recevant du public (piscines, locaux de sport, lieux d'hébergement, hôtels, centres de vacances, maisons de retraites,...). Ces actions de sensibilisation ont été complétées par une évaluation du niveau de contamination du réseau d'eau chaude sanitaire (douches) sur un échantillon d'établissements de la région. Plus de 3 000 établissements ont fait l'objet d'une information action sur les légionelles.

Au vu des résultats des prélèvements réalisés au cours des différentes campagnes, tout en restant prudent sur la représentativité de l'échantillon, il apparaît que la présence de légionelles a été constatée à des concentrations élevées sur un faible pourcentage d'établissements. Les actions de sensibilisation doivent être poursuivies.

Pour les établissements de santé, une circulaire du 22 avril 2002 impose la mise en œuvre d'un programme d'actions pour la prévention des légionelloses avec notamment des diagnostics, des travaux éventuels et l'auto surveillance des installations à risques (réseaux d'eau chaude sanitaire principalement). L'ensemble des 69 établissements de santé de la région a été informé de ces dispositions. Une vingtaine d'établissements a fait l'objet de visites de la part des DDASS pour suivre la mise en application de ce programme d'action.



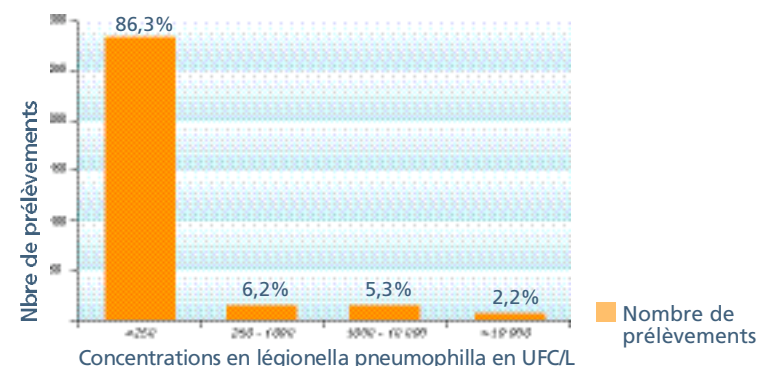
### Les tours aéroréfrigérantes humides

Un recensement effectué en 2004 a permis d'identifier en Basse Normandie, 359 tours aéroréfrigérantes réparties dans 144 établissements :

	Nombre de TAR		Etablissements
Calvados	161	44,8%	66
Manche	91	25,3%	38
Orne	107	29,8%	40
	359		144

Une campagne de contrôles de la concentration en légionelles des circuits d'eau des TAR de tous les exploitants identifiés dans l'agglomération caennaise a été réalisée au cours de l'été 2004. Sur les 35 prélèvements effectués, trois (8,6 %) dépassaient le seuil d'alerte à partir duquel le circuit doit être nettoyé et désinfecté.

### Campagnes de prélèvements dans les établissements recevant du public (2001-2004)



Le renforcement de la prévention de la prolifération des légionelles s'est traduit par l'adoption d'une nouvelle réglementation relative aux TAR humides parue en décembre 2004. Toutes les TAR sont désormais des installations classées pour la protection de l'environnement et doivent se conformer aux nouvelles prescriptions édictées par les arrêtés ministériels du 13 décembre 2004. Ils s'appliquent aux installations existantes à compter du 30 avril 2005. L'action de l'inspection va donc porter sur l'information et la sensibilisation des exploitants ainsi que sur le contrôle de la mise en œuvre de la réglementation lors de visites d'inspection programmées ou de contrôles inopinés.

En ce qui concerne le milieu professionnel, que ce soit pour les TAR ou les réseaux d'eau chaude sanitaire, les employeurs concernés commencent à inclure le risque « légionellose » dans l'évaluation des risques et à mettre en place les mesures de prévention nécessaires.

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1- Limiter la propagation des légionelles par le panache des tours aéro-réfrigérantes (T.A.R.) dans l'environnement	1.1 Contribuer à la poursuite et à la mise à jour du recensement des TAR tenu par les services des préfectures	DRIRE, DDASS DDSV DRTEFP	Nombre de TAR	2004-2008
	1.2 Réaliser des inspections et des contrôles inopinés des installations de refroidissement (TAR) de 10% des établissements recensés.	Inspection des installations classées : DRIRE DSV DDASS (si compétence)	Nombre d'inspections traitant du sujet Nombre de contrôles	2004-2008
	1.3 Contrôler la mise en œuvre effective des mesures correctives en cas de dépassement du seuil d'arrêt.	Inspection des installations classées : DRIRE DSV DDASS (si compétence)	Nombre de dépassements du seuil de 100 000 UFC/l	2004-2008 2005 2005
	1.4 Informer les exploitants et les chefs d'entreprises sur les risques et les évolutions réglementaires	DRIRE DRTEFP	Nombre d'infractions Dossier d'information en ligne sur site de la DRIRE Colloque d'information	
2 - Prévenir le risque légionelles dans les circuits d'eau chaude sanitaire	2.1 Poursuivre les campagnes d'information-action des établissements recevant du public (maisons de retraites,...)	DRASS DDASS	Nombre d'établissements informés	2005-2006
	2.2 Informer les responsables d'entreprises (réalisation d'un document d'information ...)	DRTEFP Inspection du travail DRIRE DRASS	Nombre d'analyses	2005-2008
	2.3 Poursuivre l'information du public sur l'entretien des réseaux d'eau chaude dans l'habitat (fiches sur les bonnes pratiques...)	DDASS DRASS		
	2.4 Evaluer la mise en œuvre du programme d'action dans les établissements de santé	DDASS DRASS	Nombre de visites	2005-2008
3 - Agir lors de la détection de cas de légionellose	3.1 Définir une procédure déclinant les modalités d'organisation des services de l'Etat en cas de déclaration de cas de légionelloses	DRASS DDASS DRIRE DRTEFP		

### Plans d'actions et référence :

- Plan Gouvernemental de prévention des légionelloses
- Plan Régional Santé Travail (PRST)

Développer l'utilisation de véhicules propres &lt;

Développer le management Environnemental des entreprises de transports &lt;

Mener des études stratégiques relatives aux transports régionaux &lt;

# LES PARTICULES DIESEL

Réduire les émissions de particules diesel par les sources mobiles

Les particules fines, et en particulier celles émises par les véhicules diesel constituent l'un des principaux facteurs de risque sanitaire lié à la pollution atmosphérique de l'air. En effet, le rôle des particules diesel est mis en cause dans l'induction de l'asthme et du cancer du poumon, suite à des expositions chroniques. Les données épidémiologiques sont fortement évocatrices sans être totalement démonstratives à l'heure actuelle ; les données toxicologiques apportent cependant des arguments solides. Les effets sanitaires à court terme de la pollution particulaire sont amplement démontrés et les particules diesel constituent une fraction importante des particules mesurées en milieu urbain.

Parc de véhicules motorisés en Basse-Normandie au 1er janvier 2004

	Essence	variation 2000-2004	Gazole	variation 2000-2004	Bicarb + GPL	variation 2000-2004	Electricité	variation 2000-2004	TOTAL PARC	variation 2000-2004
Calvados	156 370	-15,8%	223 371	+26,2%	2 605	+21,0%	20	+122,2%	382 445	+4,8%
Manche	107 889	-21,6%	177 857	+24,8%	1 500	+35,5%	17	+240,0%	287 356	+2,1%
Orne	60 684	-24,3%	109 911	+22,7%	677	+49,4%	9	+80,0%	171 302	+0,6%
Région	324 943	-19,5%	511 139	+24,9%	4 782	+28,8%	46	+142,1%	841 103	+3,0%
France	16 180 645	-15,58%	19 585 696	+30,19%	165 824	+29,83%	2 639	+44,21%	35 945 317	+4,7%

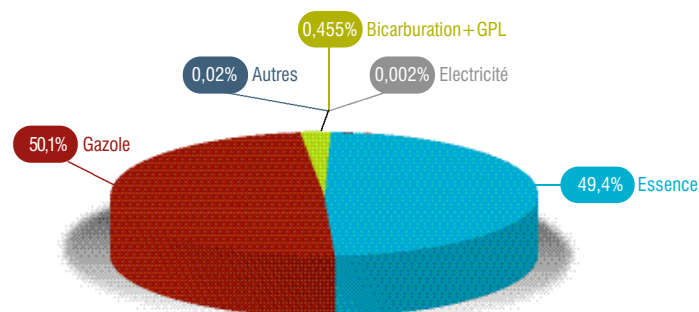
Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement, des Transports, du Tourisme et de la Mer.

En Basse-Normandie, il est constaté une hausse constante des véhicules gazole au détriment des véhicules essence depuis 2000, la part des véhicules motorisés passant ainsi de 50 à plus de 60 % en quatre ans. La part des véhicules électriques et des bicarburations progresse, toutefois ces véhicules ne représentent encore qu'une part infime du marché.

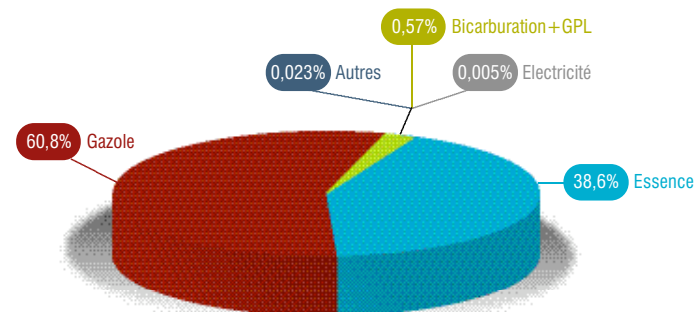
Les modes de consommation « propres » concernent plus le Calvados que la Manche ou l'Orne, notamment pour les véhicules à bicarburation et GPL. Ce constat régional suit dans les grandes lignes les évolutions constatées au niveau national.

### Répartition par énergie du parc motorisé bas-normand

2000



2004



### Parcs motorisés des services de l'Etat en Basse-Normandie

Parmi les nombreuses dispositions promulguées par la loi LAURE du 30 décembre 1996 figure l'utilisation par l'Etat et les collectivités territoriales d'une proportion minimale de 20 % de véhicules propulsés à l'énergie électrique, au GPL ou au gaz naturel (sous réserve des contraintes liées aux nécessités du service et uniquement pour les parcs composés de plus de 20 véhicules). Début 2005, une enquête sommaire de la situation des parcs motorisés des services de l'Etat montre qu'il reste beaucoup à faire.

### PARCS SUPERIEURS A 20 VEHICULES

Nombre de parcs	12
% moyen de véhicules propres dans ces parcs	2,73 %
Parcs en accord avec la loi	0 sur 12

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Développer l'utilisation de véhicules propres	1.1 Inciter les administrations ayant une flotte supérieure à 20 véhicules à disposer de véhicules propres à hauteur de 20 % de la flotte	DRIRE DRE DDE DIREN ADEME	Pourcentage de véhicules propres	
	1.2 Promouvoir l'achat de véhicules propres	ADEME	Nombre de dossiers d'aides	
2. Développer le management environnemental des entreprises de transports	2.1 Développer le diagnostic de flottes d'entreprises	ADEME	Nombre de diagnostics	
	2.2 Mener des actions de communication sur les bonnes pratiques de conduite à destination des transporteurs sur la base des outils pédagogiques de l'ADEME.	DRE ADEME DRTEFP en lien avec l'ORT, l'ADFTBN et les organisations professionnelles	Nombre d'actions de communication	
3. Mener des études stratégiques relatives aux transports régionaux	3.1 Poursuivre en partenariat au sein de l'ORT, la réalisation d'études stratégiques régionales portant sur les différents modes de transports.	DRE ADEME ORT		



## OBJECTIFS PRINCIPAUX

- > Encourager et accompagner la réalisation de plan de déplacements urbains volontaire
- > Développer la réflexion sur les déplacements alternatifs au sein des administrations, au sein des entreprises
- > Promouvoir la réalisation d'opérations type «pédibus»

# LES MODES DE DÉPLACEMENTS

Promouvoir les modes de déplacements alternatifs

Les modes de déplacements alternatifs sont un moyen efficace de favoriser la diminution des émissions atmosphériques liées au transport, et constituent par conséquent un facteur de diminution du niveau de fond de pollution atmosphérique et donc un bénéfice en terme de Santé Publique.

En Basse Normandie, le secteur des transports représente un quart de la consommation d'énergie en Basse-Normandie et émet près de trois millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) chaque année. Le nombre de véhicules diesels, à l'origine de la majorité des émissions de particules et de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) dans les agglomérations, a augmenté de près de 25 % depuis 2000. La place prépondérante de la voiture particulière pour des déplacements de petite distance en ville ou des migrations alternantes induit des consommations d'énergie importantes sources de pollutions atmosphériques et de consommation d'espace, et rendent moins performants les transports publics.

### Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air en Basse-Normandie a été approuvé par le Préfet de Région le 6 juin 2001. Ce plan dresse un bilan de la qualité de l'air et présente un inventaire des émissions polluantes issues des sources fixes et mobiles et de leurs effets. A partir de cet état des lieux, huit orientations sont proposées en vue de préserver la qualité de l'air, d'améliorer les connaissances, de se donner les moyens de réduire les émissions polluantes (notamment issues des transports) ainsi que d'en atténuer les effets à moyen terme.



Depuis, la modification du code de l'environnement (articles L 222-1 à L 222-3) par l'article 109 de la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002, transfère la compétence du Plan Régional pour la Qualité de l'Air au président du Conseil Régional. Au 1er juin 2005, ce transfert n'est pas acté et fait l'objet de discussions entre le Conseil Régional et les services de l'Etat.





## Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

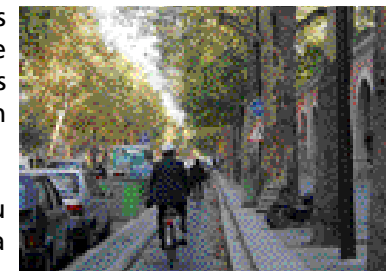
A ce jour la Basse-Normandie n'est pas concernée par les Plans de Protection de l'Atmosphère dans la mesure où elle ne répond à aucun des deux critères fixés par le décret du 25 mai 2001 relatif aux Plans de Protection de l'Atmosphère, à savoir :

- aucune agglomération de plus de 250 000 habitants ;
- pas de zones dans lesquelles le niveau de concentration dans l'air ambiant de substances polluantes dépasse ou risque de dépasser une valeur limite mentionnée en annexe du décret du 6 mai 1998.

## Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Un Plan de Déplacements Urbains a été élaboré sur l'agglomération caennaise. Approuvé le 7 juin 2001, il propose diverses actions à mener pour lutter contre la pollution émise par la circulation urbaine. Le développement de l'intermodalité, la mise en place de nouveaux plans de circulation, l'extension du réseau cyclable et la création d'une ligne de tramway font partie des mesures prises pour atteindre cet objectif. Il est actuellement en révision pour prendre en compte l'augmentation du périmètre de l'agglomération qui passe de 19 à 29 communes.

A ce jour, vu l'ampleur des actions entreprises (nouveau plan de circulation, création d'une ligne de tramway, modification du réseau de bus), il serait souhaitable de dresser un diagnostic adapté à l'échelle de l'agglomération des conséquences de ces actions sur la qualité de l'air ambiant (campagnes d'analyses spécifiques...)



Les services de l'Etat en ce qui concerne l'aide au développement des modes de déplacements alternatifs assurent une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur certains dossiers nécessitant une expertise particulière, un accompagnement à projet ou une mise en relation des différents acteurs concernés, mènent des projets exemplaires ou novateurs sur ces problématiques.

À titre d'exemple certaines démarches en cours de réalisation :

- le plan de déplacements de la DDE 50 ;
- un projet « Handimobilité » sur une commune de la Manche de sentier de déplacement urbain ;
- dans le cadre de l'élaboration d'un Plan Itinéraire Cyclable (PIC) ;
- une aide technique (DDE 50/CETE).
- la mise en œuvre de servitude de passage des piétons sur le littoral : ce sentier est plus connu sous le nom de « sentier des douaniers »
- le ramassage scolaire Pedibus à Cuverville, Saint Contest et à Caen.

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Encourager et accompagner la réalisation de Plans de déplacements urbains volontaires (PDU)	1.1 Communiquer auprès des collectivités pour les inciter à réaliser des Plans de déplacements urbains. 1.2 Mettre en place des campagnes d'évaluation des actions entreprises.	ADEME  Collectivités Air C.O.M.	Nombre de PDU volontaires Nombre de dossier d'aides	Action du Pôle Environnement et Développement Durable
2. Développer la réflexion sur les déplacements alternatifs au sein des administrations	2.1 Sensibiliser les administrations aux déplacements alternatifs et communiquer sur des actions exemplaires menées dans la région (exemple DDE 61 ou 50)	DIREN DRE DDE ADEME		
3. Développer la réflexion sur les déplacements alternatifs au sein des entreprises	3.1 Informer les organisations professionnelles et les entreprises sur les outils et les aides disponibles et promouvoir les plans de déplacement d'entreprise, le covoiturage d'entreprise	ADEME	Nbre de réunions organisées	Action du Pôle Environnement et Développement Durable
	3.2 Sensibiliser les entreprises au développement durable et à la thématique transport.	DRIRE ADEME	Nombre d'entreprises sensibilisées	
	3.3 Inciter les entreprises ISO 14001 à intégrer le volet transport dans leur démarche environnementale	ADEME	Nbre d'entreprises sensibilisées Nombre de volets transports développés	
4. Promouvoir la réalisation d'opérations type « pédibus »	4.1 Informer les différents acteurs sur la base des documents nationaux	ADEME	Nombre d'actions de promotion réalisées	

## Plans d'actions et référence :

- Plan Régional de la Qualité de l'Air

Vérifier que les grands projets d'infrastructures   
intègrent bien au moment de l'évaluation ex-ante  
les mesures environnementales

# CRÉATION D'INFRASTRUCTURES

Mieux prendre en compte l'impact sur la santé dans les projets de création d'infrastructures de transport

L'article 19 de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie impose aux maîtres d'ouvrage des études particulières sur la pollution atmosphérique, la santé et le coût social, dès lors qu'un projet d'aménagement ou d'occupation des sols présente des impacts significatifs pour l'environnement.

Plusieurs décret, circulaires et notes des ministères de l'équipement et de la santé ont précisé la mise en œuvre de cette loi en ce qui concerne les projets routiers. Le 25 mars 2004, l'instruction cadre relative aux méthodes d'évaluation économiques des grands projets d'infrastructures pose le principe de la prise en compte des nuisances dues à la pollution atmosphérique pour l'estimation des coûts.

Une circulaire conjointe des Ministères de l'équipement et de la santé du 25/02/2005 fournit des indications méthodologiques complémentaires et rappelle que les dossiers d'impact instruits par les services de l'état doivent être conformes aux exigences du code de l'environnement



Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Vérifier que les grands projets d'infrastructures intègrent bien au moment de l'évaluation ex-ante les mesures environnementales	1.1 Informer les services du cadre réglementaire et méthodologique  1.2 Assurer la vérification lors de la transmission des études d'impact par les DDE	DRE  DRE	Nombre de projets réalisés / réalisation du volet environnement dans les études d'impact.	Seuls les projets sous maîtrise d'ouvrage Etat sont concernés.

### Plans d'actions et référence :

- Circulaire du ministre chargé de l'équipement du 25 mars 2004

# LES ÉMISSIONS AÉRIENNES DE SUBSTANCES TOXIQUES

Réduire les émissions aériennes de substances toxiques d'origine industrielle

Certaines substances émises ou utilisées par des installations industrielles (incinération d'ordures ménagères, production d'acier, métallurgie, grandes installations de combustion ...) sont susceptibles d'affecter la santé des populations en raison de leur caractère cancérigène ou neurotoxique. Il est prévu de réduire substantiellement les quantités émises de certains polluants dans l'eau et dans l'air. Les nouveaux objectifs fixés, à horizon 2010, visent une diminution des émissions dans l'air de 85 % pour les dioxines, 50 % pour le cadmium, 65 % pour le plomb, 40 % pour le chlorure de vinyle monomère et de 35 % pour le benzène (années de référence 2000,2001 pour le benzène). Cette stratégie de réduction est déclinée dans la circulaire du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable du 13 juillet 2004 dite « stratégie substances ».

Les établissements industriels visés par cette action se répartissent en trois groupes :

1. l'ensemble des usines d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et de déchets industriels pour lesquelles les arrêtés ministériels du 20 septembre 2002 fixent des objectifs individuels à atteindre au 28 décembre 2005,
2. les établissements du secteur chlore-alcali (pollutions au mercure),
3. d'autres établissements parmi les secteurs industriels visés à l'annexe II de la circulaire du 13 juillet 2004.

Les objectifs de réduction n'ont de sens qu'au niveau national, regroupés sur les 3 secteurs

La région dispose d'une Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM), de la cimenterie CALCIA à Ranville qui est autorisée à co-incinérer des déchets dangereux et non dangereux (à ce titre, elle doit se conformer aux dispositions techniques des arrêtés ministériels du 20 septembre 2002) et d'une installation classée relevant du 3ème groupe à savoir la fonderie de fonte PAMCO à Pontchardon. L'action de l'inspection consistera à s'assurer de la réalisation du processus de mise en conformité lorsque des textes ministériels prévoient une réduction des émissions sur l'ensemble d'un secteur ou à faire établir, pour le 1er trimestre 2006, un plan de réduction des émissions à l'échéance 2010.



Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Réduire les émissions de substances toxiques	1.1 Contrôler la réalisation du processus de mise en conformité de l'UIOM de Colombelles et de la cimenterie CALCIA à RANVILLE d'ici fin 2005	DRIRE	Rapport d'inspection	2005
	1.2 Surveiller les rejets à l'émission et dans l'environnement des établissements industriels concernés et réalisation des bilans annuels des émissions.	DRIRE	Inventaire des émissions Bilan des réductions	2004-2008
	1.3 Proposer des arrêtés complémentaires imposant à l'exploitant d'améliorer la connaissance et la maîtrise des émissions de ses installations, de réaliser à l'échéance de 2010 des actions de réduction des émissions des substances concernées contribuant à la réalisation des objectifs globaux et mettre en œuvre, le cas échéant un programme de surveillance dans l'environnement.(liste nationale)	DRIRE	Quantité prévisionnelle de polluants évités	2005-2006
	1.4 Soutenir financièrement les études techniques visant à faire un bilan des installations avec l'objectif de trouver des solutions de réduction des émissions de substances toxiques et les investissements associés.	ADEME	Nombre d'études financées Nombre de dossiers financés Quantité de polluants évités	La réalisation d'opérations innovantes pour la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles et des technologies propres est privilégiée.

#### Plans d'actions et référence :

- Circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable du 28 décembre 2004 relative aux thèmes d'action nationale de l'inspection des installations classées pour l'année 2005
- Circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable du 13 juillet 2004 dite «stratégie substances»

- Soutenir les actions de réduction des émissions de COV et contrôler la conformité des rejets <
- Suivre la mise en conformité réglementaire des Installations de Combustion <
- Réduire les valeurs limites d'émissions d'installations industrielles soumises par ailleurs à des réductions de leurs émissions de substances toxiques (action n° 7) <

# LES ÉMISSIONS AÉRIENNES D'OXYDES D'AZOTE (NO<sub>x</sub>)

Réduire les émissions aériennes de dioxyde d'azote (NO<sub>x</sub>) et composés organiques volatils (COV) des installations industrielles.

L'objectif de cette action est la diminution des concentrations dans l'air ambiant de l'ozone qui est un polluant irritant les voies respiratoires.

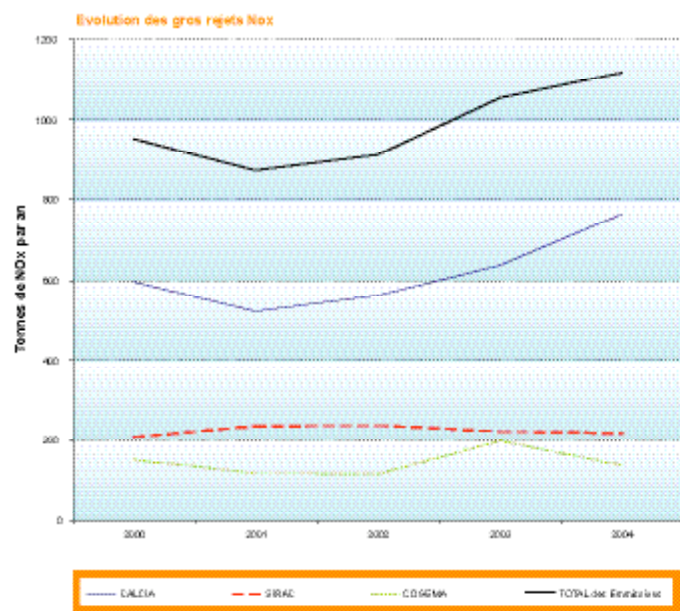
L'ozone n'est pas un polluant émis directement à l'atmosphère mais résulte de la transformation, sous l'action des rayons solaires, de polluants primaires tels que les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et les Composés Organiques Volatils (COV). Ces polluants sont émis notamment par les véhicules automobiles ainsi que par un certain nombre d'activités industrielles, artisanales ou domestiques utilisant des solvants. C'est donc sur les précurseurs (NO<sub>x</sub> et COV) qu'il convient d'agir.

- > Les émissions de composés organiques volatils industrielles font l'objet d'une action forte de la DRIRE. Les émetteurs doivent se mettre en conformité avec l'arrêté du 2 février 1998 modifié le 29 mai 2000, qui exige une réduction des émissions de composés organiques volatils à échéance de fin octobre 2005. Le suivi de la mise en conformité des installations sera poursuivi. Le tableau de bord des émissions des principales installations normandes sera tenu à jour et mis à disposition du public. Cette réduction des émissions devra se faire par toutes les méthodes envisageables : modification des procédés, substitution des substances, mise en place de dispositif de traitement, notamment par incinération... Les COV particulièrement dangereux pour la santé humaine (notamment les composés cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques) font l'objet d'une attention particulière, mais il faut souligner qu'aucun des principaux rejets (supérieurs à 100 tonnes par an) n'est concerné par cette problématique de COV dangereux.
- > Les émissions d'oxydes d'azote des installations de combustion dont la puissance thermique est supérieure à 20 MW seront revues à la baisse. Des normes plus contraignantes sont fixées pour les installations nouvelles par l'arrêté ministériel du 20 juin 2002 et par l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 pour les installations existantes. La mise en conformité des installations existantes devra être effective d'ici 2008.

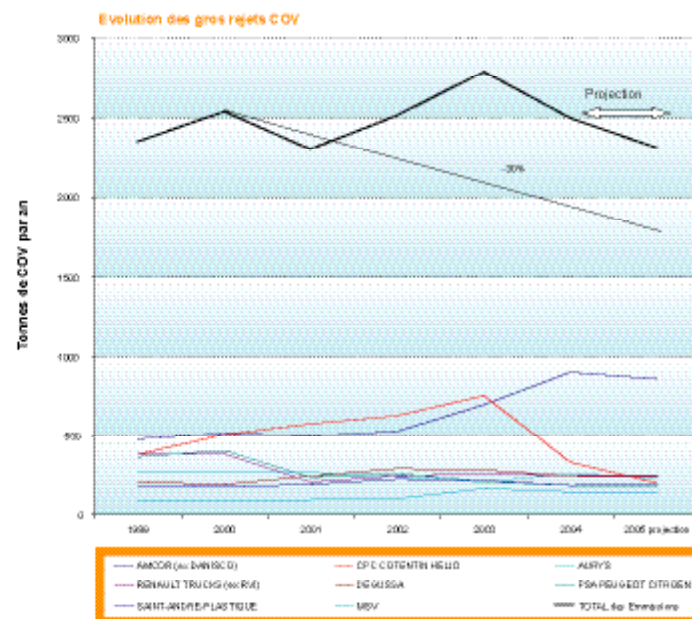




Enfin, deux industriels spécifiques (l'unique cimenterie de la région et l'unique UIOM de la région, CALCIA et SIRAC) contribuent également à la diminution des rejets de NOx. L'UIOM SIRAC complète son dispositif de traitement de rejets gazeux d'ici 2005 pour diminuer encore son flux de dioxine et cela entraînera une diminution de rejets de NOx. La cimenterie CALCIA s'est vu prescrire un arrêté plus contraignant qui amènera une diminution des rejets de NOx d'ici 2008.



Evolution des rejets de NOx supérieurs à 100 tonnes par an depuis 1999



Evolution des rejets de COV supérieurs à 100 tonnes par an depuis 1999

Les évolutions sur 2000-2004 sont liées aux fluctuations de production (contexte économique) excepté pour CPC Cotentin Helio entre 2003 et 2005 où l'infléchissement notable des rejets de COV est dû à l'installation du traitement des rejets.

Les Objectifs du PRSE	Les Actions du PRSE	Pilote/Acteurs	Indicateurs	Observations
1. Soutenir les actions de réduction des émissions de COV des établissements industriels classés et contrôler la conformité des rejets	1.1 Suivre les actions de mise en conformité des rejets avec l'arrêté ministériel du 02/02/1998	DRIRE	Résultats des contrôles des rejets et des émissions. Examen des plans de gestion des solvants	2005-2008 un retard a été constaté sur quelques-uns des principaux rejets
	1.2 Soutenir financièrement la réalisation d'études techniques dans les entreprises : - Bilan des émissions de COV - Recherche de solutions techniques pour réduire les émissions de COV	ADEME	Nombre de diagnostic	2004-2008
	1.3 Soutenir financièrement les investissements pour la réduction des émissions de COV dans les entreprises	ADEME	Nombre de projet d'investissement Nombre de COV (en tonnes) évités	2004-2007
2. Suivre la mise en conformité réglementaire des installations de combustion et réduire les valeurs limites d'émissions de l'UIOM de Colombelles et de la cimenterie CALCIA de Ranville	2.1 Renouveler les prescriptions des installations de combustion concernées et contrôler le respect des valeurs limites d'émission dont celle des NOx	DRIRE	Nbre d'arrêtés préfectoraux Taux de conformité des rejets	2005-2008
	2.2 Prescrire les valeurs limites d'émissions applicables à ces installations et la surveillance des rejets et contrôler le respect de celles-ci.	DRIRE	Taux de conformité des rejets	2005-2008

#### Plans d'actions et référence :

- Circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable du 28 décembre 2004 relative aux thèmes d'action nationale de l'inspection des installations classées pour l'année 2005